# COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE

(de l’UNESCO)

**Cinquante-septième session du Conseil exécutif**UNESCO, Paris, 25-28 juin 2024

Point **5.1** de l’ordre du jour provisoire

# PROGRAMME ET BUDGET RÉVISÉS POUR 2024-2025 (42 C/5) ET PROPOSITIONS PRÉLIMINAIRES POUR 2026-2029 (PROJET DE 43 C/5)

|  |
| --- |
| Résumé  Introduction  Partie I – Programme et budget révisés pour 2024-2025 (42 C/5) tel que présenté à la Conférence générale et adopté par cette dernière à sa 42e session  Partie II – Plans de travail détaillés de la COI fondés sur les priorités des États membres conformément à la résolution A‑32/4.II  Partie III – Propositions préliminaires pour 2026-2029, premier exercice biennal 2026-2027 (Projet de 43 C/5)  La décision proposée porte la cote EC-57/5.3 dans le Document relatif aux décisions à adopter (projet de document IOC/EC‑57/AP). |

**Introduction**

1. Conformément à la pratique établie, l’Assemblée de la COI a examiné à sa 32e session, du 21 au 30 juin 2023, le document [IOC/A-32/6.1.Doc(1)](https://oceanexpert.org/document/32845) contenant les propositions du Secrétariat pour le Projet de programme et de budget 2024-2025, tel que soumis au Conseil exécutif de l’UNESCO à sa 216e session, en mai 2023.

2. L’ayant considéré « *conforme aux principes directeurs énoncés dans la résolution EC-53/2 ainsi qu’aux objectifs de haut niveau définis dans la Stratégie à moyen terme de la COI pour 2022‑2029* », l’Assemblée de la COI s’est félicitée de la décision du Conseil exécutif de l’UNESCO (décision 216 EX/44) de recommander à la Conférence générale à sa 42e session « *de convenir d’une augmentation de [1 %] de la part du budget ordinaire de l’UNESCO consacrée à la COI, laquelle ne doit faire l’objet d’aucune réduction par virement de crédits à d’autres titres du budget* », et « *de décider qu’un niveau de référence sera défini d’un commun accord pour la part du budget ordinaire de l’UNESCO allouée à la COI dans le cadre du document 42 C/5 et des futurs documents C/5, et que ce niveau de référence ne fera l’objet d’aucune réduction à l’avenir sans l’accord de la Conférence générale* ».

3. Par sa [résolution A‑32/4](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387982.locale=en), l’Assemblée de la COI a convenu *des principes fondamentaux devant guider l’allocation des ressources supplémentaires allouées au titre du budget ordinaire résultant du relèvement de 1 % de la part du budget ordinaire de l’UNESCO alloué à la COI*.

4. La Partie I ci-après présente la partie consacrée à la COI dans le Programme et budget révisés pour 2024-2025 présenté par la Directrice générale de l’UNESCO à la 217e session du Conseil exécutif de l’UNESCO en octobre 2023 puis adopté par la Conférence générale à sa 42e session en novembre 2023.

5. La révision du budget du 42 C/5 a été guidée par deux impératifs fondamentaux : (a) la nécessité de réviser le plafond budgétaire compte tenu du retour à une assiette de 194 États membres (du fait de la décision des États-Unis d’Amérique de réintégrer l’Organisation [juillet 2023]), et (b) la volonté de renforcer de manière significative le soutien programmatique de l’UNESCO aux États membres face aux menaces existentielles auxquelles ils sont confrontés aujourd’hui.

6. Compte tenu de cette révision du plafond global du budget ordinaire de l’UNESCO, qui passe de 534,6 millions de dollars des États-Unis à 685,4 millions de dollars, le budget ordinaire de la COI pour 2024-2025 (42 C/5) passe de 13,5 millions de dollars (tel qu’examiné par l’Assemblée de la COI à sa 32e session) à 21,1 millions de dollars.

7. La Partie II ci-après expose brièvement la manière dont l’augmentation du budget contribuera à améliorer l’exécution du programme, tandis que la Partie III vise à solliciter l’avis des États membres sur la structure du programme pour 2026-2027 en vue du processus de préparation du Projet de 43 C/5 de l’UNESCO, dans l’attente de nouvelles orientations issues du processus de consultation sur « La COI et l’avenir de l’océan ».

# Partie I

**Programme et budget révisés pour 2024-2025 tel que présenté et adopté   
par la Conférence générale de l’UNESCO à sa 42e session (42 C/5)**

*Pages 3 à 14 : Extrait du document* [*42 C/5 approuvé*](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389188_fre)*: Programme et budget approuvés   
pour 2024-2025 : second exercice biennal de la période quadriennale 2022-2025*

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, lettre

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, lettre

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, Police, capture d’écran, lettre

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, document

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, Police, noir et blanc, capture d’écran

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, cercle, Police

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, diagramme, Plan, Parallèle

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, Police, capture d’écran, document

Description générée automatiquement

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Description générée automatiquement

# Partie II

# Plans de travail détaillés de la COI fondés sur les priorités des États membres conformément à la résolution A‑32/4.II

# CADRE BUDGÉTAIRE INTÉGRÉ RÉVISÉ

Tableau 1 : Évolution du Cadre budgétaire intégré du 42 C/5

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Scénario de base – 216 EXB** | **42 C/5 approuvé** |
| **Assemblée de la COI (2023)** | **217 EXB et 42 GC** |
| **Budget ordinaire de la COI** | **13 546 600** | **21 134 686** |
| Personnel | 9 959 017 | 12 102 087 |
| Activités (hors personnel) | 3 587 583 | 9 032 599 |
| **Contributions volontaires (y compris les fonds à mobiliser)** | **21 830 822** | **27 156 164** |
| **Total, Cadre budgétaire intégré** | **35 377 422** | **48 290 850** |

8. En élaborant ses plans de travail pour 2024-2025, le Secrétariat a suivi les principes fondamentaux ci-après, adoptés par les États membres de la COI dans la [résolution A-32/4.II](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387982.locale=en) relative à l’allocation de ressources supplémentaires au titre du budget ordinaire, en vue de stabiliser « *les fonctions de la COI, y compris les ressources humaines, afin de remédier aux insuffisances et aux risques critiques et de fournir une base solide pour l’avenir* » :

* veiller à ce qu’une augmentation d’au moins 1 % au titre du budget ordinaire de la COI soit allouée à l’IOCAFRICA ;
* s’employer à respecter le ratio entre les coûts de personnel et les coûts hors personnel financés au titre du budget ordinaire, comme l’a conseillé l’Assemblée de la COI dans sa [résolution XXVII-2](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373231_fre) ;
* veiller à ce qu’au moins un tiers des ressources supplémentaires soit consacré à la stabilisation de toutes les fonctions existantes de la COI, sur la base indicative du prorata aux fins de répartition qui figure à l’annexe 1 de la résolution A-32/4 ;
* consacrer au moins un tiers des ressources supplémentaires à des investissements ciblés en faveur des secteurs en situation d’extrême vulnérabilité :

(a) IODE

(b) GOOS

(c) développement des capacités

(d) organes subsidiaires régionaux.

9. Alors que des informations détaillées sur les allocations budgétaires figurent ci-après dans le tableau 2, les principaux changements apportés au titre du budget ordinaire se résument comme suit :

* Deux tiers (68 %) des ressources supplémentaires hors personnel sont consacrées à la stabilisation de toutes les fonctions de la COI ;
* Un tiers (32 %) des ressources supplémentaires hors personnel sont allouées à des investissements ciblés en faveur de l’IODE, du GOOS, du développement des capacités et des organes subsidiaires régionaux ;
* Le budget ordinaire de l’IOCAFRICA hors coûts de personnel a augmenté de trois points de pourcentage du budget ordinaire total de la COI dans le 42 C/5 Approuvé, passant ainsi de 239 000 dollars à 937 000 dollars ;
* Sur l’ensemble des ressources supplémentaires, 73 % ont été allouées à des unités hors Siège et 27 % au Siège ;
* Un nouveau poste a été créé au Siège pour le GOOS ;
* Quatre nouveaux postes ont été créés hors Siège : un pour l’IODE à Ostende ; un pour renforcer le Secrétariat de l’IOCAFRICA à Nairobi ; un pour le nouveau Secrétariat de l’IOCINDIO qui doit être établi en consultation avec les États membres ; un pour renforcer l’action en faveur des PEID du Pacifique ;
* Le produit intersectoriel 3.IP2 (renforcement de l’initiation à l’océan sur les sites désignés par l’UNESCO) a bénéficié d’une augmentation de 69 % ;
* Ratio personnel/hors personnel : 57 % personnel et 43 % hors personnel (contre 74 % et 26 % dans le scénario examiné par l’Assemblée, la [résolution XXVI-2](https://oceanexpert.org/document/7788) de l’Assemblée de la COI imposant qu’au moins 25 % du budget ordinaire soient consacrés aux coûts hors personnel).

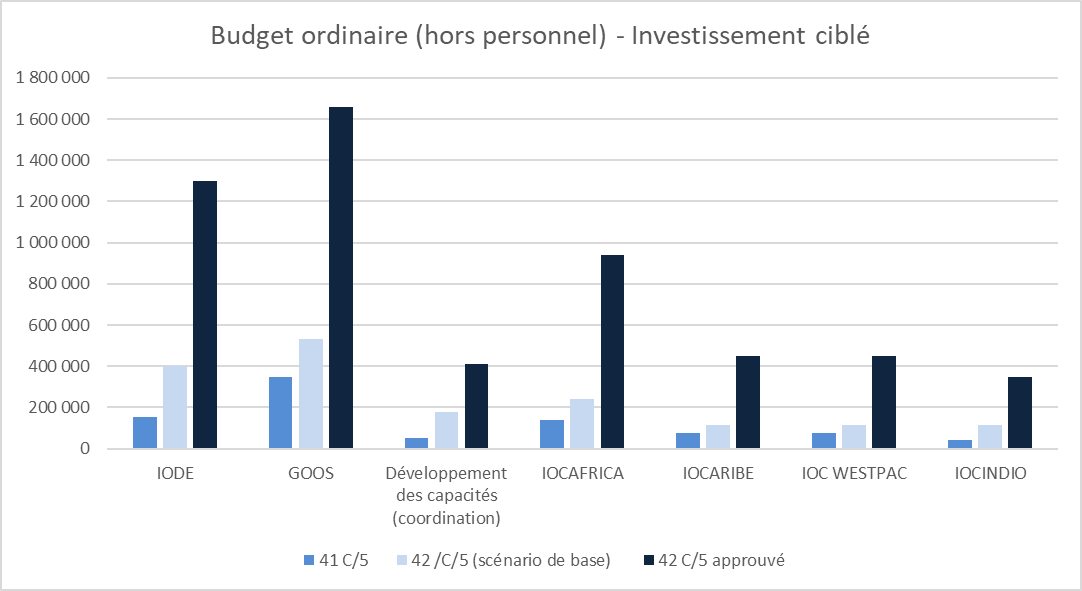


Tableau 2 : Cadre budgétaire intégré de la COI   
(même présentation qu’à l’annexe I de la résolution A‑32/4 de la COI)



# EXÉCUTION DU PROGRAMME RENFORCÉE

10. Suite à l’augmentation du budget, l’exécution du programme a été renforcée dans toutes les fonctions ainsi que dans l’ensemble de la chaîne de valeur de la COI, l’accent étant mis en particulier sur la gestion à long terme des observations continues, des données et de l’information, ainsi que sur les organes subsidiaires régionaux et les activités en faveur de l’Afrique et des PEID.

**Fonction A – Recherche océanographique**

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

11. L’accent reste mis sur l’appui à la collaboration internationale afin de favoriser l’acquisition de nouvelles connaissances, de traduire ces connaissances en produits destinés aux décideurs et de renforcer les capacités de recherche sur l’acidification de l’océan, la désoxygénation de l’océan, les efflorescences algales nuisibles (également Fonction C), le carbone bleu et le cycle du carbone océanique dans son ensemble, ainsi que sur l’eutrophisation et la pollution par les matières plastiques. Des partenariats stratégiques permettront d’assurer une large couverture scientifique et géographique ainsi qu’une mobilisation importante. L’augmentation des ressources permettra, contrairement aux exercices précédents, de financer partiellement ou en totalité des activités et des groupes d’experts, y compris un développement ciblé des capacités.

*Exemples d’objectifs fixés :*

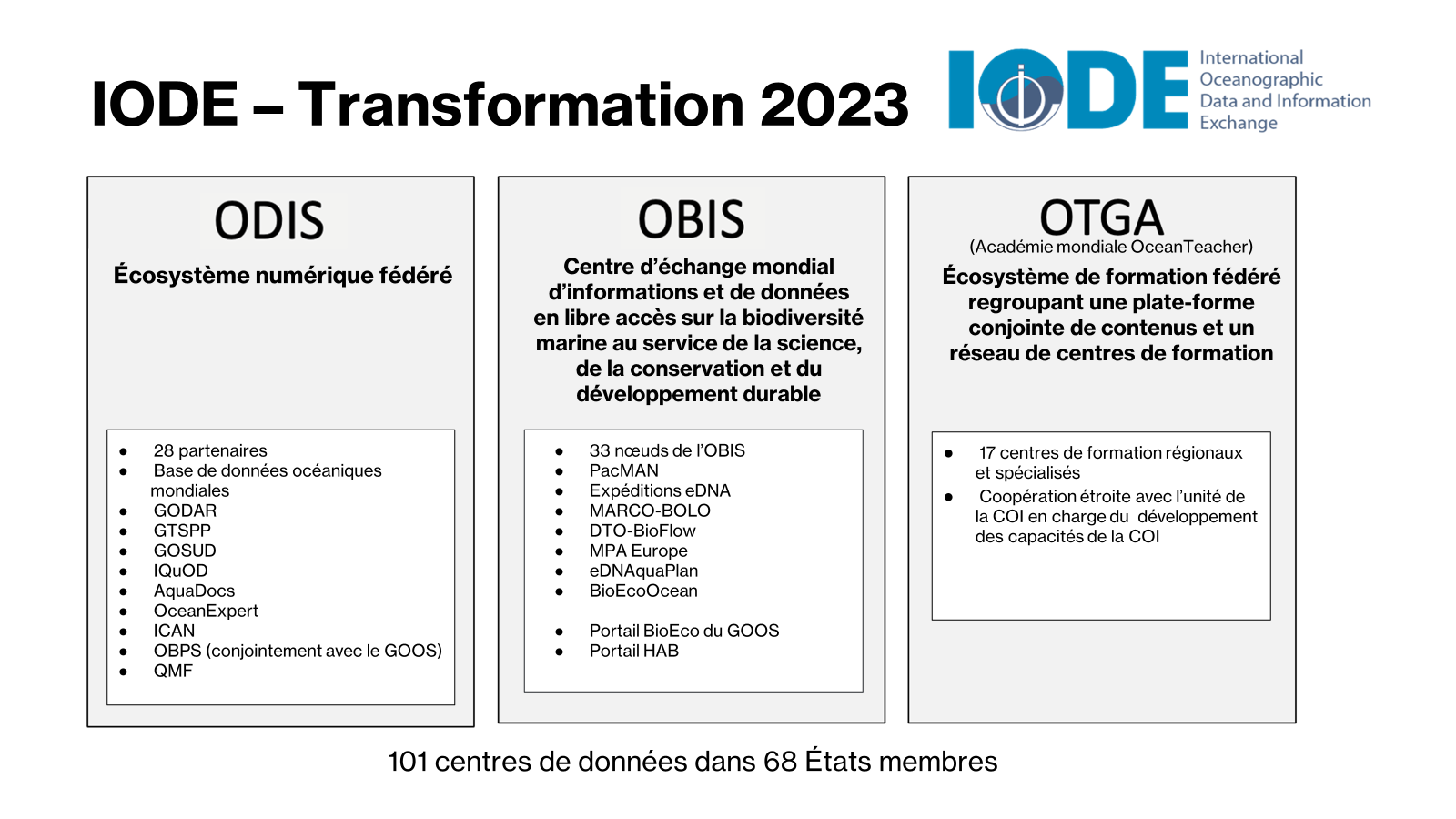
* Cinq États membres supplémentaires (dont 3 en Afrique et 1 PEID) bénéficiant d’un soutien en matière d’observation de l’acidification de l’océan et de gestion des données
* Trois États membres supplémentaires (dont 1 en Afrique et 1 PEID) bénéficiant d’un soutien en matière de science du carbone bleu et d’action visant à protéger et restaurer leurs écosystèmes respectifs
* Augmentation de 100 % de la contribution de la COI-UNESCO au Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC)
* Exercer un leadership mondial en matière de recherche intégrée sur le carbone océanique.

*Principaux livrables :*

* Rendre compte aux Nations Unies des progrès concernant la cible 14.3 des ODD relative à l’acidification de l’océan
* Résumé à l’intention des décideurs sur les méthodes de réoxygénation des zones hypoxiques (dites « zones mortes ») de l’océan
* Livres blancs stratégiques, documents d’orientation et résumés à l’intention des décideurs sur le carbone océanique, par exemple sur le cycle du carbone océanique ou sur les écosystèmes côtiers à carbone bleu.

**Fonction B – Système d’observation/gestion des données**

**Échange international des données et de l’information océanographiques (IODE)**



*Axe d’action pour 2024-2025 :*

(i) accroître le nombre d’États membres participant au partage international des données et de l’information océanographiques par l’intermédiaire du réseau de centres de données de l’IODE et du Système de données et d’information océanographiques (ODIS) de la COI ;

(ii) débuter la mise en œuvre de l’action de la Décennie intitulée « Ocean Data 2030 », qui vise à développer l’écosystème de données océanographiques ;

(iii) accroître le volume de contenus de qualité (données, informations et connaissances) partagés par les États membres et mis à leur disposition pour étayer leur action en matière de planification et de gestion durables des océans ;

(iv) permettre aux États membres de prendre une part active et équitable aux activités du programme de l’IODE et d’en bénéficier.

*Exemples d’objectifs fixés :*

* Au moins 10 centres de données supplémentaires créés par les États membres (dont 2 en Afrique et 1 dans les PEID)
* Appui ciblé aux États membres africains avec l’établissement de partenariats et de nœuds ODIS/Ocean InfoHub en Afrique
* Au moins 40 institutions partenaires reliées au Système de données et d’information océanographiques (ODIS), dont cinq régions (Amérique latine et Caraïbes, Afrique, océan Indien, Pacifique et PEID du Pacifique) et 50 bases de données/nœuds partenaires (initialement 28)
* Au moins 200 000 éléments de contenu[[1]](#footnote-1) disponibles dans le système ODIS (initialement 130 000)
* Au moins 15 000 utilisateurs dans 140 pays (initialement 6 500)
* Au moins 1 000 nouveaux ensembles de données représentant 20 millions de nouvelles entrées, accessibles dans le système OBIS.

*Principaux livrables :*

* Système mondial de données et d’information océanographiques fournissant des données et des informations océaniques fiables, de qualité contrôlée et archivées en toute sécurité
* États membres dotés des moyens de partager et d’exploiter des données et des informations océanographiques de qualité permettant de rendre compte des progrès concernant les ODD, ainsi que de contribuer au Rapport mondial sur les sciences océaniques (GOSR), au Rapport sur l’état de l’océan (StOR) et à d’autres mécanismes d’établissement de rapports et cadres juridiques.

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

(i) accroître le nombre d’États membres contribuant à faire progresser l’observation océanique grâce au GOOS et à ses alliances régionales, en fournissant des données et des informations clés pour des solutions fondées sur la science ;

(ii) Cadre pour l’observation de l’océan et Stratégie 2030 définissant le cadre et l’orientation techniques et de fond ;

(iii) Plan de l’équipe de gestion du GOOS fournissant une vue d’ensemble des activités et des ressources et identifiant les besoins, y compris au-delà de 2025.

*Exemples d’objectifs fixés :*

* 10 États membres supplémentaires (dont 4 en Afrique et 6 PEID) contribuant à faire progresser l’observation océanique par le biais du GOOS
* 12 États membres supplémentaires (dont 5 en Afrique et 7 PEID) surveillent activement les variables biologiques océaniques.

*Principaux livrables :*

Conception, développement, engagement et impact du GOOS

* Appui aux groupes d’experts du GOOS et aux activités transversales, y compris l’élaboration de feuilles de route ou de plans de mise en œuvre pour l’observation mondiale du carbone océanique (et de la biodiversité) afin de répondre aux besoins concernant les différents mandats confiés par les Nations Unies
* Évolution de la vision, de la gouvernance et de l’intégration du système vis-à-vis des États membres, de la Décennie de l’Océan, de la communauté scientifique, des décideurs, des entités concernées des Nations Unies, des mandats découlant d’accords multilatéraux et d’autres parties prenantes
* Aide à la communauté du GOOS et aux représentants de ses composantes pour communiquer sur le GOOS et les progrès des observations océaniques.

Intégration et exécution des systèmes d’observation

* Intégration et communication de données, notamment avec OceanOPS, l’IODE et l’OMM
* Renforcement de l’appui et de la participation aux alliances régionales du GOOS et aux points focaux nationaux pour faire progresser les observations océaniques
* Soutien à l’exécution et à l’évolution des projets du GOOS.

Systèmes et applications de prévision océanique

* Appui à la fourniture de prévisions opérationnelles, y compris avec l’OMM et l’ETOOFS, ainsi qu’au développement des capacités nationales en matière d’évaluation et de relèvement des niveaux de préparation opérationnelle.

**Fonction C – Alerte rapide et services**

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

12. L’accent reste mis sur l’appui à la collaboration internationale afin de fournir une contribution directe essentielle à la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) en coordonnant le réseau intergouvernemental constitué de quatre systèmes régionaux d’alerte aux tsunamis et d’atténuation de leurs effets, ainsi qu’en en définissant des normes au niveau mondial en matière d’alerte aux tsunamis et d’atténuation de leurs effets, et en coordonnant 13 prestataires de services relatifs aux tsunamis (TSP) qui assurent des services opérationnels 24 heures sur 24.

13. Assurant la coordination d’un vaste réseau de centres nationaux d’alerte aux tsunamis (NTWC) et de points focaux pour l’alerte aux tsunamis (TWFP), la COI sera en mesure d’améliorer considérablement la précision et la rapidité des alertes aux tsunamis, notamment en augmentant de 100 % le nombre de communautés certifiées Tsunami Ready par rapport au niveau actuel. Le programme de certification Tsunami Ready de la COI-UNESCO, approuvé par le Conseil exécutif de la Commission en 2022, comporte 12 indicateurs concernant l’évaluation, l’état de préparation et la capacité de réaction, qui permettent aux communautés à risque de renforcer leurs capacités à réagir efficacement aux alertes et aux risques de tsunami.

14. Dans le cadre du [*Plan de recherche, de développement et de mise en œuvre concernant le Programme relatif aux tsunamis de la Décennie de l’Océan (2024-2030)*](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386603.locale=fr), les États membres devraient mettre en place les bases techniques nécessaires à l’intégration de services relatifs aux tsunamis générés par des sources non sismiques, tels que les tsunamis d’origine volcanique. Plus important encore, dans le but de réduire l’impact sur la société, la COI s’efforcera de faire en sorte que, d’ici à 2030, 100 % des communautés à risque des Caraïbes, de l’océan Pacifique, de l’océan Indien, de la Méditerranée et de l’Atlantique du Nord-Est reçoivent la certification « Tsunami Ready ». Les PEID étant fermement établis comme un groupe prioritaire dans la Stratégie à moyen terme de la COI (2022-2029), une attention particulière leur sera portée, ainsi qu’aux pays les moins avancés (PMA).

*Exemples d’objectifs fixés :*

* 15 États membres supplémentaires (dont 5 en Afrique et 10 PEID) ayant amélioré leur état de préparation et leur résilience aux risques de tsunami et aux autres aléas liés à l’océan
* Augmentation de 100 % du nombre de communautés certifiées Tsunami Ready, en portant une attention particulière aux PEID et aux PMA
* Huit États membres supplémentaires (dont 4 en Afrique et 2 PEID) ayant amélioré leur capacité de gestion des efflorescences algales nuisibles.

*Principaux livrables :*

* Nombre accru de stations marégraphiques contribuant au Système mondial d’observation du niveau de la mer (GLOSS) pour les risques côtiers, notamment les tsunamis ; restauration de deux stations du Réseau de base du GLOSS en Afrique du Nord
* Six nouvelles communautés certifiées « Tsunami Ready » dans cinq PEID de la région des Caraïbes, deux communautés dans deux PEID de l’océan Indien et cinq communautés dans cinq PEID de l’océan Pacifique (total de 13 nouvelles communautés certifiées dans 12 PEID)
* Trois nouveaux points focaux pour l’alerte aux tsunamis (TWFP) en Afrique et quatre dans les PEID
* Intensification de la coopération intersectorielle avec le Secteur des sciences exactes et naturelles et le bureau de l’UNESCO pour le Pacifique afin de favoriser l’apprentissage collectif pour mieux faire face aux menaces communes liées aux géorisques (séismes, glissements de terrain, volcans et tsunamis) dans les îles du Pacifique
* Leadership et initiatives stratégiques de la part des programmes conduits ou parrainés par la COI en ce qui concerne la définition des priorités pour la recherche sur l’océan et le climat, la recherche sur le cycle du carbone océanique, et la recherche sur la désoxygénation de l’océan et l’eutrophisation, ainsi que sur les solutions face aux efflorescences algales nuisibles.

**Fonction D – Évaluation/information pour l’élaboration de politiques**

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

15. L’accent sera mis sur le renforcement de la participation et des contributions de la COI aux initiatives d’évaluation mondiales telles que l’Évaluation mondiale de l’océan ou la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), ainsi que sur l’amélioration de son propre processus d’évaluation et de ses produits (de la conception à la diffusion), tels que le Rapport sur l’état de l’océan (SToR), les produits élaborés dans le cadre du GESAMP et le processus destiné à rendre compte des progrès concernant les cibles 14.3 et 14.a des ODD. Dans le cadre des réunions mondiales sur l’océan, telles que la COP de la Convention sur la diversité biologique, la COP de la CCNUCC et la future Conférence des Nations Unies sur l’océan en 2025, des notes d’information ciblées seront mises au point afin d’informer et de sensibiliser les États membres aux dernières découvertes scientifiques et aux messages clés visant à renforcer l’investissement dans la recherche et l’infrastructure océaniques. La collaboration avec d’autres partenaires, qu’il s’agisse d’organismes des Nations Unies ou non, sera élargie afin de remplir cette fonction. La contribution à la GEBCO sera renforcée en mettant l’accent sur les activités d’éducation et de formation, ainsi que sur la communication et la sensibilisation. Le travail mené de longue date par la COI sur l’eutrophisation sera consolidé grâce à la finalisation accélérée de l’indicateur 14.1.1 (indice de potentiel d’eutrophisation côtière), ainsi qu’à la mobilisation de nouveaux partenaires en vue de la mise en œuvre d’une feuille de route pour un océan mondial libéré des effets néfastes de la pollution.

*Exemples d’objectifs fixés :*

* Cinq États membres supplémentaires (dont 3 en Afrique et 1 PEID) fournissant des données et des informations pour les processus d’évaluation de l’océan
* Rapport COI-UNESCO sur l’état de l’océan (StoR) pleinement élaboré et faisant l’objet d’une diffusion et d’une communication ambitieuses
* Augmentation de 50 % de la contribution de la COI-UNESCO aux travaux de la GEBCO
* Soutien ciblé aux États membres africains et aux PEID en ce qui concerne le développement des capacités liées à l’évaluation de l’océan, en coopération avec les partenaires compétents du système des Nations Unies
* Indicateur 14.1.1 des ODD (indice de potentiel d’eutrophisation côtière) pleinement développé et validé
* Initiative mondiale visant à compiler, partager et évaluer les données sur la pollution et les effets des polluants, lancée avec la COI-UNESCO comme partenaire principal

*Principaux livrables :*

* 3 notes d’information préparées à titre de contribution à la Convention sur la diversité biologique, à la CCNUCC et à la Conférence sur l’océan 2025
* Édition 2024 du Rapport sur l’état de l’océan
* Cours de formation régionaux sur l’évaluation de l’océan organisés dans deux régions (Afrique et Caraïbes)
* Stratégie d’éducation et de sensibilisation soutenue par le Comité directeur de la GEBCO
* Tous les États membres rendent compte (ou sont en mesure de rendre compte) de l’indicateur 14.1.1 des ODD au moyen de l’indice de potentiel d’eutrophisation côtière.

**Fonction E – Gestion et gouvernance durables**

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

16. La COI mettra à profit son leadership en matière de planification de l’espace marin pour fournir un appui technique au niveau régional, en se concentrant sur l’Afrique de l’Ouest et centrale, le Pacifique Ouest et les Caraïbes, en coopération avec les sous-commissions régionales de la COI. Elle conduira l’élaboration d’une stratégie à l’échelle de la COI sur la planification et la gestion durables de l’océan, ainsi que la conception d’un programme à ce sujet au titre de la Décennie de l’Océan. Les partenariats seront renforcés avec le FEM, le PNUD et la Commission européenne afin de fournir des applications de gestion écosystémique aux niveaux régional et national. La participation et la visibilité de la COI dans les grands processus internationaux seront accrues, en particulier la Conférence des Nations Unies sur l’océan 2025, la COP‑16 de la Convention sur la diversité biologique, les COP‑29 et 30 de la CCNUCC et le processus préparatoire d’un instrument sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. La Commission modernisera sa stratégie de communication, reformulera son énoncé de vision et identifiera les thèmes, les publics et les canaux de communication prioritaires, en s’appuyant sur l’écosystème de la Décennie de l’océan. L’action des sous-commissions régionales sera renforcée par la création de synergies plus fortes avec les mécanismes nationaux et régionaux qui définissent les politiques relatives à l’océan ainsi que d’autres utilisateurs pertinents des produits de la science.

*Exemples d’objectifs fixés :*

* 10 États membres supplémentaires (dont 3 en Afrique et 3 PEID) bénéficiant d’un soutien dans la mise en œuvre d’une gestion de l’océan fondée sur la science
* Mise en œuvre de la méthodologie d’évaluation rapide de la planification de l’espace marin dans quatre États membres, débouchant sur l’adoption de plans de travail nationaux pour l’institutionnalisation des processus de planification de l’espace marin et de planification durable de l’océan.

*Principaux livrables :*

* Formulation d’orientations internationales sur la prise en compte du changement climatique, de la conservation et des savoirs autochtones et locaux dans les processus de planification de l’espace marin
* Élaboration d’une nouvelle stratégie de communication de la COI
* Organisation de manifestations de haut niveau en marge des COP de la CCNUCC et de la Convention sur la diversité biologique et de la Conférence sur l’océan, en partenariat avec des États membres et des partenaires (du système des Nations Unies ou non).

**Fonction F – Développement des capacités**

**Coordination**

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

17. Le développement des capacités est une fonction transversale essentielle, qui permet à tous les États membres de jouer un rôle dans la recherche et les services océaniques et d’en bénéficier, guidée par les priorités de la *Stratégie de développement des capacités de la COI (2023-2030)* et reposant sur le centre de développement des capacités liées à l’océan « Ocean CD Hub » et l’Académie mondiale OceanTeacher.

*Principaux livrables :*

* La plate-forme « Ocean CD Hub » de la COI sera élargie afin de rendre opérationnelle la mise en relation des besoins et des opportunités et d’aider à identifier les collaborations et les partenariats potentiels
* Des réunions régulières du Groupe d’experts sur le développement des capacités guideront la mise en œuvre, conçue en étroite collaboration avec les secrétariats des organes subsidiaires régionaux ainsi qu’avec les programmes mondiaux et les organes subsidiaires techniques
* Une promotion et une diffusion accrues afin d’améliorer la visibilité de l’action de la COI en matière de développement des capacités, notamment la publication d’une brochure sur la stratégie de développement des capacités, de notes d’orientation, de brochures et d’autres supports publicitaires.

**PRIORITÉ GLOBALE AFRIQUE**

18. Trois cadres stratégiques majeurs ont été mis en place en 2022-2023, jetant les bases des travaux futurs :

* La *Feuille de route de la Décennie de l’Océan pour l’Afrique*, issue d’un solide processus participatif, a été lancée en mai 2022 et a dégagé trois thèmes prioritaires en adéquation avec les objectifs du programme phare 5 de la priorité globale Afrique. Le cadre pour la gestion durable de l’océan sera élaboré d’ici la fin de l’année 2024
* La Stratégie de développement des capacités de la COI pour 2023-2030 a été adoptée par l’Assemblée de la COI, soutenue aux niveaux national et régional par le système de formation de l’Académie mondiale OceanTeacher, avec des efforts ciblés accrus grâce au financement de la NORAD, ainsi que par le programme d’initiation à l’océan
* Le nouveau mécanisme de développement des capacités de la Décennie de l’Océan, lancé grâce à un investissement de 1,1 million de dollars du Gouvernement flamand (Royaume de Belgique), vise à répondre aux besoins en matière de renforcement des capacités des personnes et des institutions intervenant dans le cadre de la Décennie de l’Océan, selon une approche souple et axée sur la demande.

19. La part du budget du 42 C/5 consacrée à la priorité globale Afrique enregistre une hausse de 79 % par rapport au 41 C/5 (5,6 millions de dollars), ce qui représente 26 % du budget de la COI au titre du cadre budgétaire intégré, contre 22 % dans le 41 C/5.

20. Le Secrétariat de la Sous-commission de la COI pour l’Afrique et les États insulaires adjacents (UNESCO Nairobi) connaît un renforcement avec un deuxième poste établi de classe P‑3. Le bureau accueillera également le centre régional de coordination de la Décennie.

21. Notre principal projet en cours d’élaboration est le développement d’un programme de la Décennie de l’Océan intitulé « La science et le savoir pour une économie de l’océan résiliente et durable en Afrique », qui comporte quatre volets axés sur :

(i) la gestion durable des ressources marines ;

(ii) le changement climatique et la biodiversité marine ;

(iii) la lutte contre la pollution de l’océan pour une meilleure santé humaine ;

(iv) les phénomènes extrêmes et la réduction des risques de catastrophe.

Un nouveau programme de formation sera lancé pour l’Afrique afin de renforcer l’expertise et les capacités en vue de la conception conjointe d’actions de la Décennie menées par l’Afrique.

22. La collaboration se poursuit avec le Belmont Forum afin de développer de nouvelles possibilités de financement pour les actions de la Décennie de l’Océan en Afrique.

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

* Données et observations – « On ne peut gérer ce qu’on ne peut mesurer » : 26 États membres supplémentaires bénéficieront d’un soutien en matière d’observations océaniques et de gestion des données, ce qui facilitera l’accès à l’échelle mondiale de la communauté régionale de pratique aux informations, aux données et aux supports de connaissances océanographiques au service de la gestion, y compris les savoirs locaux et autochtones
* Poursuite de la mise en place d’un système africain d’observation de l’océan, afin d’éclairer les stratégies nationales en matière d’économie bleue, de conservation du milieu marin et de changement climatique
* Économie océanique durable : soutien à 10-15 pays par le biais d’ateliers sur la planification de l’espace marin et pilotage de la coopération transfrontière en la matière dans la région du golfe de Guinée
* Mise en place d’un forum régulier sur la planification de l’espace marin en Afrique afin de partager les expériences et de renforcer les capacités des experts en la matière dans la région
* Alerte rapide : cinq États membres supplémentaires seront dotés des moyens d’améliorer leur état de préparation et leur résilience face aux risques de tsunami et autres aléas liés à l’océan, et les communautés à risque d’au moins cinq pays africains supplémentaires et de 10 États insulaires supplémentaires prendront part au programme de certification Tsunami Ready
* Développement des capacités : l’Académie mondiale OceanTeacher étendra son réseau de centres de formation en Afrique et tirera pleinement parti du savoir-faire régional et local pour proposer des formations adaptées aux besoins
* Initiatives régionales sur l’adaptation au changement climatique, y compris des notes d’orientation à l’appui des délégués africains lors des conférences des Parties (COP), et facilitation des propositions régionales par l’intermédiaire du FEM/Fonds vert
* Expéditions océanographiques régionales utilisant le navire de recherche océanographique sud‑africain *SA Agulhas II*, le navire de recherche océanographique kenyan *RV Mtafiti* et le navire norvégien géré par la FAO, le *Dr Fridjhof Nansen*
* Au moins cinq États membres supplémentaires auront accès à des ressources et à des programmes de formation en plusieurs langues en matière d’initiation à l’océan
* Le réseau des jeunes spécialistes de l’océan (dont des centres sont déjà établis dans quatre pays – Nigéria, Maroc, Sénégal et Togo – avec l’appui de la NORAD) sera encore élargi, avec l’aide d’un coordonnateur spécialisé.

**PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT**

23. Les activités à l’appui des PEID devraient bénéficier d’une augmentation des ressources de 3,3 millions de dollars (+ 46 % par rapport au 41 C/5). Il est proposé d’établir un nouveau poste du cadre organique de classe P‑3 pour renforcer l’action en faveur des PEID du Pacifique, ainsi qu’un engagement au titre d’un projet dans les Caraïbes.

*Axe d’action pour 2024-2025 :*

24. Des alliances avec des organisations partenaires de l’Atlantique et du Pacifique permettront d’assurer la participation des bassins océaniques qui ne relèvent pas d’organes subsidiaires régionaux de la COI. Des investissements ciblés permettront d’adopter des approches personnalisées en matière de développement des capacités, en fonction des besoins et des priorités spécifiques des PEID, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la *Stratégie opérationnelle de l’UNESCO pour les petits États insulaires en développement (PEID) (2023-2029)* et des accélérateurs correspondants. L’action menée en faveur de l’initiation à l’océan et du Programme intersectoriel 2 (IP2) sera considérablement renforcée dans les PEID.

25. En mettant l’accent sur la résilience face aux tsunamis et autres aléas liés à l’océan, l’objectif est de faire en sorte que, d’ici à 2030, 100 % des communautés à risque des Caraïbes, de l’océan Pacifique, de l’océan Indien, de la Méditerranée et de l’Atlantique du Nord-Est reçoivent la certification « Tsunami Ready ». La contribution de la COI à la nouvelle initiative intitulée « Blue Wisdom » (visant à faciliter l’intégration des savoirs locaux et autochtones dans la conservation de l’océan et de l’eau) sera fortement axée sur les PEID :

* 10 PEID supplémentaires bénéficiant d’un soutien en matière d’observations océaniques et de gestion des données grâce au Système d’observation de l’océan (GOOS) et au Système de données et d’information océanographiques (ODIS)
* 10 PEID supplémentaires dotés des moyens d’améliorer leur état de préparation et leur résilience face aux risques de tsunami et autres aléas liés à l’océan
* Au moins une communauté certifiée « Tsunami Ready » dans 10 PEID supplémentaires.

26. La COI conduira la mise en œuvre de l’accélérateur 2 de la *Stratégie opérationnelle de l’UNESCO pour les PEID (2023-2029)*:Renforcer durablement les connaissances des PEID sur l’océan et leurs capacités en matière d’aménagement de l’espace et de gestion de l’eau afin de favoriser la croissance de leur économie bleue.

27. Ce cadre permettra de faire en sorte que les PEID bénéficient d’un soutien en vue de l’élaboration et de la mise en œuvre d’une planification et d’une gestion durables de l’océan et de l’eau dans le cadre de la Décennie de l’Océan, ainsi que de faciliter la collaboration, les échanges et l’apprentissage inter et intrarégionaux entre PEID.

*Principaux livrables :*

* Élaboration d’un programme pour la mise en place de plans de gestion durable de l’océan dans les PEID dans le cadre du programme de la Décennie de l’Océan sur la planification durable de l’océan
* Mise en place et soutien d’un cadre régional pour les savoirs autochtones et locaux pour garantir le plein engagement des détenteurs de ces savoirs dans la Décennie de l’Océan et assurer les échanges et la collaboration avec d’autres systèmes de savoirs afin d’enrichir les sciences océaniques en vue d’une gestion durable de l’océan
* Par l’intermédiaire du dispositif de développement des capacités de la Décennie de l’Océan et de la Section du renforcement des capacités de la COI, élaboration et mise en œuvre de nouvelles initiatives de développement des capacités destinées aux PEID
* Élaboration et mise en œuvre conjointes d’un nouveau forum d’échange et de collaboration entre les PEID dans le cadre de la Décennie de l’Océan pour promouvoir la coopération entre ces pays.

# COMPTE SPÉCIAL POUR L’UTILISATION DE LA CONTRIBUTION 2023 DES ÉTATS-UNIS D’AMÉRIQUE

28. Les États-Unis d’Amérique ayant réintégré l’UNESCO avec effet au 10 juillet 2023, la COI pourrait également bénéficier d’un montant de 1,5 million de dollars au titre de la contribution des États-Unis d’Amérique à l’UNESCO pour la période allant du 10 juillet au 31 décembre 2023 (réf. : document [217 EX/30.II](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386789_fre)).

29. Grâce à ce financement, la COI intensifiera son action dans les domaines suivants :

(a) Élaboration d’un **cadre de planification et de gestion durables de l’océan** à l’échelle de la COI et fourniture d’un **soutien technique aux pays côtiers** sous la forme d’outils d’aide à la prise de décisions, d’évaluations des écosystèmes, de produits de données et d’information pour des secteurs économiques et politiques ciblés liés à l’océan, d’activités de développement des capacités et d’un réseau de professionnels qui s’apporteront une aide mutuelle en échangeant des pratiques exemplaires. Cela permettra de répondre au nombre croissant de demandes des États membres et d’autres parties prenantes concernant l’élaboration de plans de gestion durable de l’océan fondés sur la science pour assurer sa résilience face au changement climatique, ainsi que la mise en place de services scientifiques au service d’une économie océanique durable. Ce cadre s’appuiera sur les programmes de la COI relatifs aux sciences, observations et données océaniques et sur ses services d’alerte précoce et d’évaluation. Il constituera une contribution majeure de l’UNESCO aux résultats de la Conférence des Nations Unies sur les océans qui se tiendra à Nice (France), en 2025.

(b) Investissements ciblés pour **renforcer les capacités du secrétariat de la Sous‑Commission de la COI pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE)** et élaboration d’un nouveau cadre programmatique visant à répondre aux besoins de la **région des PEID du Pacifique**, afin d’améliorer les possibilités de mise en œuvre d’actions accélérées et transformatrices pour atteindre les ODD dans les PEID, en s’appuyant sur les sciences, données et informations océaniques et sur des solutions novatrices pour trouver des solutions fondées sur la nature. Ces investissements, qui prendront appui sur la Décennie de l’Océan et son portefeuille d’actions axées sur les PEID, contribueront à la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle de l’UNESCO pour les PEID ainsi que des actions menées par la COI en lien avec les Accélérateurs de l’UNESCO pour les PEID, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur les PEID de 2024 et du nouveau programme mondial pour les PEID qui en découlera (COI).

# Partie III

# Propositions préliminaires pour le Projet de 43 C/5 Programme et budget pour 2026-2029 (premier exercice biennal 2026-2027)

30. Le programme et budget de la COI pour la prochaine période quadriennale programmatique (2026­‑2029) continuera d’être guidé par l’énoncé de mission, la vision, les objectifs de haut niveau et les fonctions de la Commission, tels que définis dans la Stratégie à moyen terme de la COI pour 2022‑2029.

31. S’achevant juste avant la Décennie de l’Océan et l’échéance fixée pour les ODD (2030), ce programme quadriennal sera conçu de manière à tenir compte des priorités des États membres, telles que définies dans les résolutions et décisions des organes directeurs de la COI, et bénéficiera du processus de consultation sur « La COI et l’avenir de l’océan », alors que le moment sera venu pour la Commission de faire le point et d’examiner comment son action peut contribuer au mieux à induire un changement plus important, en termes de développement, dans les domaines relevant de son mandat.

32. Dans ce contexte, et dans l’attente des résultats de la consultation susmentionnée auprès des États membres, il est proposé que le travail mené par la COI au cours du premier exercice biennal du 43 C/5 reste axé sur le produit suivant :

**Produit 1 de la COI : Les États membres reçoivent un soutien critique pour renforcer leur capacité de mener des recherches scientifiques marines, de produire des connaissances et d’élaborer et de mettre en œuvre des outils, services et politiques fondés sur la science afin d’inverser le déclin de la santé des océans et d’accélérer la transition vers une gestion durable des risques et des opportunités liés aux océans.**

33. Conformément à la résolution A-32/4 de l’Assemblée de la COI (2023), le Secrétariat devra tout mettre en œuvre pour que la proposition de programme et de budget pour 2026-2029 (premier exercice biennal 2026-2027), tienne compte des priorités de la COI concernant la gestion à long terme des observations continues, des données et de l’information ainsi que les activités et les organes subsidiaires régionaux et le développement des capacités des États membres, qui sont essentiels à la réalisation des objectifs ci-après :

* un océan sain et des services écosystémiques marins durables ;
* des systèmes d’alerte efficaces et des mécanismes efficients de préparation aux tsunamis et autres aléas naturels liés aux océans ;
* la résilience face au changement climatique et la contribution à l’atténuation de ses effets ;
* des services fondés sur les sciences pour une économie durable des océans ;
* l’anticipation des questions émergentes dans le domaine de l’océanographie.

34. Dans son ambition de constituer et d’appliquer des connaissances scientifiques en vue de la réalisation des objectifs de haut niveau susmentionnés, la COI veillera tout particulièrement à ce que tous les États membres soient en mesure d’atteindre ces objectifs, en tenant compte des priorités globales (Afrique et Égalité des genres) et des groupes prioritaires (PEID et jeunes) de l’UNESCO.

1. Les éléments de contenu sont des entrées de métadonnées qui peuvent décrire des documents, des ensembles de données, des informations sur des experts, des institutions, des navires océanographiques, des projets et des possibilités de formation. [↑](#footnote-ref-1)